

Séance du conseil municipal : 9 Juin 2021 à 19h30.

Date de la convocation : 2 Juin 2021

Membres présents : Mme. CARDONA Corinne, M. MICHEL Jean-Bernard, Mme MATHIAS Anne-Laure, M. JOLLY François, Mme BOUDOYAN Stella, Mme RIOU Évelyne, M. COUTEAU Philippe, Mme ZIMBOULAS Marie-Martine, M. MARQUET Jean-Baptiste, Mme LOPES Isabelle, Mme LOUSTEAU Julie, M. VIAL Jacques-Olivier, M. LOMBARD Alexandre, M. BOURGEON Pierre

Membres excusés : M. FUGER Éric pouvoir à Mme CARDONA

Membre absent : Néant

Mme le Maire ouvre la séance en demandant l'autorisation au Conseil Municipal de rajouter quatre points à l'ordre du jour :

- Convention Participation Citoyenne
- Acquisition carnet d'amendes forfaitaires
- Instructions droit des sols
- Frais indemnités élus

Accepté à l'unanimité.

1/ Désignation secrétaire

M. Jean-Baptiste Marquet est désigné secrétaire de séance.

2/ Approbation PV du 28 Avril 2021

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

3/ Règlement Local de Publicité

Madame MATHIAS présente le contexte d'élaboration du Règlement Local de Publicité. Le code de l'environnement définit une réglementation nationale applicable à l'affichage extérieur, c'est-à-dire aux dispositifs de publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes, et permet à un règlement local d'adapter certaines de ces dispositions à la situation et aux enjeux locaux.

Actuellement, le code de l'environnement définit des règles différentes en matière de publicité pour les communes de moins de 10.000 habitants. L'unité urbaine dont la ville centre est Lyon inclus 55 communes sur les 59 de la Métropole. 4 communes sont détachées car elles possèdent un espace non bâti de plus de 200 mètres. Il s'agit des communes de Jonage, Quincieux, Saint-Germain-au-Mont-d'Or et Poleymieux-au-Mont-d'Or.

La commune de Poleymieux au Mont d'Or est, elle, considérée comme isolée.

Pour harmoniser les règles en matière d'affichage extérieur au sein de l'aire métropolitaine, il est nécessaire de mettre en œuvre la procédure d'élaboration d'un RLP métropolitain.

1. Procédure

Par délibération du Conseil n° 2017-2521 du 15 décembre 2017, la Métropole a prescrit l'élaboration du RLP sur le territoire de la Métropole, a approuvé les objectifs poursuivis par cette élaboration ainsi que les modalités de collaboration avec les communes et les modalités de la concertation publique.

2. Débat sans vote sur les orientations du projet de RLP

Il a été procédé à un débat sur les orientations du projet de RLP lors de la séance du Conseil de la Métropole du 25 juin 2018.

Ces orientations sont organisées autour des 3 grands objectifs adoptés par le Conseil de la Métropole lors de sa séance du 15 décembre 2017 :

- garantir un cadre de vie de qualité,
- développer l'attractivité métropolitaine,
- développer l'efficacité des outils à la disposition des collectivités.

Vu ledit dossier ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 581-14, L 581-14-1 et R 581-73 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L 153-12 ;

Où l'exposé de Mme MATHIAS et l'avis de la commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville de la Métropole ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité : PREND ACTE des orientations générales du RLP de la Métropole,

INDIQUE que sur notre commune sont interdits :

- Toutes formes de publicité lumineuse ou numérique, même sur le mobilier urbain
- La publicité scellée au sol
- La publicité sur bâche permanente ou bâche de chantier

Est autorisée :

- La publicité murale est autorisée sur une superficie de 4m² et maximum 6 m.de hauteur

4/ Convention S.M.P.M.O – F.F.R.P. – GR.169

Mme Mathias informe le Conseil Municipal que le Comité Départemental (CDRP69) est le représentant de la Fédération Française de la Randonnée Pédestre (FFRP) dans son département, et a comme objet statutaire le développement de la randonnée pédestre tant pour sa pratique sportive que pour la découverte et la sauvegarde de l'environnement, le tourisme, les loisirs.

Sur le territoire de la Métropole de Lyon, le CDRP69 crée un itinéraire de Grande Randonnée®, le GR®169 dénommé « Tour de la Métropole par les forts ».

Le but de cette réalisation est de mettre en valeur et faire découvrir les territoires péri-urbains de la Métropole, par le biais de la randonnée pédestre. Les forts de la 2ème couronne, sont des marqueurs identitaires du territoire métropolitain et constitueront le fil directeur de l'itinéraire.

Le GR®169 suit intégralement des sentiers du Plan Métropolitain des Itinéraires de Promenades et Randonnées (PMIPR) dans sa traversée des communes d'Albigny sur Saône, Curis au Mont d'Or, Poleymieux au Mont d'Or, Lissieu et Limonest. Le GR sera matérialisé par un balisage rouge et blanc sur les poteaux PDMIPR et au fil des sentiers. L'entretien et la réalisation incombent au CDRP.

Il est rappelé que les communes ont délibéré pour que la mission de veille et entretien des sentiers PDMIPR soient transférées au SMPMO, dans le cadre de ses compétences, en lien avec la Métropole de Lyon et les communes.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise à l'unanimité Mme le Maire à signer les conventions qui seront également délibérées par la suite par les 5 communes concernées.

M. Vial indique que c'est un réel plus pour notre commune et son attractivité.

M. Marquet propose de mettre en place un groupe de travail afin de collecter l'avis des habitants et ainsi réfléchir à des solutions de gestions des déchets et de stationnements que génèrent les nombreux promeneurs sur nos sentiers.

5/ Convention SIGERLY pour le groupement d'achat d'électricité

M. Jolly indique que le SIGERLY souhaite signer une nouvelle convention pour le groupement d'achat électrique afin de mutualiser les achats en matière de fourniture d'électricité, de gaz et de services associés, notamment au regard de la complexité contractuelle des achats d'énergie et que, conformément à ses statuts, le SIGERLY peut être coordonnateur de groupements de commandes.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la constitution d'un groupement de commandes pérenne pour la passation d'accords-cadres pour la fourniture d'électricité, de gaz et de services associés, coordonné par le SIGERLY, et autorise Madame le Maire à signer la convention de constitution du groupement de commandes ainsi que tout avenant éventuellement nécessaire à l'exécution de ladite convention.

6/ Droit de préemption commercial

Mme Cardona informe le Conseil Municipal que le droit de préemption commerciale permet à une collectivité territoriale de se substituer à l'acquéreur lors de la vente de biens. Il doit être réalisé dans l'intérêt général : la préservation et le développement du commerce dans les centres villes pour justifier d'une telle action. Il est possible de définir une zone afin que la commune puisse préempter sur la vente d'un commerce.

Mme Cardona propose un groupe de travail sur ce sujet qui sera composé d'Éric Fuger, Philippe Couteau et François Jolly

7/ Travaux sur le périmètre extérieur de la base aérienne

Mme Mathias informe le Conseil Municipal de la création d'une piste sur l'enceinte extérieure de la base aérienne. Il s'agit d'une piste forestière sur 1500 mètres linéaires avec une piste de retournement de 200m². La plupart des parcelles sont au Ministère de la Défense, certaines sont communales et 3 à des particuliers identifiés. Les travaux seront réalisés sous l'égide de l'O.N.F.

Il s'agit de terrassements simples pour la création d'une piste de 3.5 mètres de large afin de permettre l'accès aux tracteurs forestiers et engins d'incendie.

Ces travaux nécessiteront l'abattage d'environ 80 m³ de bois Douglas appartenant à la Commune. Ce bois, en âge d'être coupé est très demandé. Il sera vendu au profit de la Commune.

Par ailleurs, Mme MATHIAS indique que la Commune restera propriétaire du sol et bénéficiera d'un accès créé par ces travaux pour exploiter une des parcelles communales de Douglas jusqu'alors inaccessible.

La Commune ne prendra aucun frais à sa charge.

Les travaux ne sont pas encore planifiés mais devraient débuter fin 2021, début 2022.

8/ Local Pôle Médical

Comme indiqué dans le Petit Poleymoriot de Juin 2021, un médecin doit s'installer dans le Pôle Médical situé derrière l'épicerie. Afin de faciliter son installation, Mme Cardona propose la gratuité du loyer la première année.

Accepté à l'unanimité.

9/ Point travaux :

M. Michel indique que la commission travaux s'est réunie le 5 Mai. Il a été décidé du choix des entreprises pour différents travaux :

- La climatisation de la Mairie et de la Salle Mont-Thou
- Le changement des baies vitrés salle Mont Thou
- La réfection de la toiture de « la maison des Chasseurs »
- La réfection d'une salle de bain dans l'immeuble
- L'habillage de la salle de cantine
- Travaux sur la chaudière école-mairie
- La sécurisation de l'école avec la mise en place de portails

M. Michel indique ensuite :

- qu'une gâche électrique de la crèche a été installée,
- que le portail du cimetière a été réparé,
- que toutes les serrures extérieures des bâtiments communaux seront remplacées par des serrures électroniques avec une gestion informatisée de celles-ci ainsi que des clefs. Chaque serrure pourra être interrogée pour savoir par qui elle aura été utilisée en cas de porte trouvée ouverte. Une clef signalée perdue est placée dans une liste noire et la nouvelle clef programmée diffuse à la serrure cette liste noire. De ce fait, si la clef perdue est retrouvée, elle devient inutilisable.
- la serrure du portillon du stade de foot a été changée et le terrain nettoyé par une société. Ce terrain a maintenant plus de 10 ans. Les brins de la pelouse synthétique sont bien usés ce qui a nécessité de retirer des billes de caoutchouc pour laisser apparaître de nouveau le vert des brins. D'ici 2 à 3 ans, la pelouse sera complètement usée.
- des devis sont en attente pour la création de toilettes filles en lieu et place des toilettes des anciennes classes maternelles. Une ouverture donnant sur la cour de l'école sera créée. 4 autres devis sont en attente pour la rénovation totale d'un appartement dans l'immeuble Julien.

M. Michel indique au Conseil Municipal que dans le cadre de certificats d'économie d'énergie, la municipalité a reçu une proposition de la part d'une entreprise spécialisée, pour l'isolation des tuyaux (non isolés actuellement) de la chaufferie en sous-sol de la Mairie. Le montant du devis s'élève à 5.100 euros. Ces travaux n'engendreront qu'un coût financier d'un euro pour la Commune, du fait des Certificats d'énergies CEE. Qui plus est, cette société offre des dalles ou ampoules à LED en fonction du nombre de mètres linéaires isolés.

Mme Lousteau est un peu surprise et souhaiterait que d'autres sociétés soient consultées afin de voir si les devis sont du même montant.

M Michel précise qu'il a contacté les collectivités où ce genre de travaux ont été réalisés et qu'elles sont toutes satisfaites des travaux effectuées par cette société. Il rappelle que le coût pour la commune est de 1 euro.

M Couteau se propose d'étudier avec M Michel plus en détail le devis et les matériaux utilisés. M Michel a demandé l'avis de DALKIA, société gestionnaire des chaufferies de la commune qui donne un avis favorable à ce genre de travaux.

Du fait des remarques faites, ces travaux seront mis en attente le temps de la réflexion.

10/ Point voirie :

Mme Mathias informe le Conseil Municipal qu'à la suite du passage d'un gros véhicule en bord de chaussée, chemin du Robiat, un mur de soutènement menace de s'effondrer. La Division Ouvrage d'Art de la Métropole de Lyon est en charge de la réfection.

Il s'agira de dévier les canalisations d'eau, de démolir, et de reconstruire ce mur de soutènement. Ces travaux débuteront autour du 30 Aout et la voie sera fermée à la circulation pour plusieurs jours.

Ensuite Mme Mathias indique qu'afin de sécuriser la montée des Chavannes, au niveau du sentier du Puits, des blocs de GBA ont été installés. Après plusieurs mois de test, il a été convenu, avec les riverains du secteur, de mettre en place une double écluse avec des zébras et des quilles.

Ce nouvel aménagement sera temporaire, s'il s'avère positif, il sera pérennisé. De plus, un arrêté de stationnement de part et d'autre du sentier du Puits doit être pris.

11/ Point environnement:

Mme Mathias indique au Conseil Municipal que la 26ème foire aux plantes s'est parfaitement déroulée le 24 Avril sous un soleil radieux. Il y a eu autant de clients que l'année passée.

Mme Mathias informe ensuite le Conseil Municipal que les composteurs sont arrivés en semi-remorque et qu'il a fallu l'aide de membres de la commission ainsi que des 2 agents techniques pour décharger et descendre les composteurs au chemin des Côtes. La livraison aux habitants s'est faite en 2 sessions. Au total il y a eu 59 commandes plus 1 composteur pédagogique pour la cantine et de l'école. La Mairie a offert les frais de port pour les composteurs des particuliers.

Mme Mathias fait également un point sur la mise en route des jardins partagés et indique qu'il y a eu 6 lots individuels (d'environ 25 à 30 m²) et 1 lot pour l'association Poleymieux en Transition (d'environ 350 m²). Ces jardins sont mis à disposition gracieusement. Les agents communaux ont mis une clôture en place afin de sécuriser le secteur.

12/ Point école:

Mme Boudoyan informe le Conseil Municipal que les 5 classes seront maintenues pour l'année scolaire 2021-2022. Une ATSEM en CDD part en congé maternité en Juillet et reprendra son poste en janvier 2021. Une remplaçante a été trouvée.

La classe passerelle pour les « grands » de la crèche est renouvelée pour cette année. Les enfants viendront donc tous les matins dans la classe des petites sections de l'école maternelle.

D'autre part, Mme BOUDOYAN indique au Conseil Municipal que l'assemblée générale de l'association la Graine au Vent s'est tenue le 8 Juin et a entériné le changement de statuts de l'association afin d'intégrer l'accueil des enfants jusqu'à 17 ans afin de mettre en place un club ados qui verra le jour en Septembre 2021. D'autre part, 3 nouveaux parents ont été élus au bureau de l'association.

13/ Participation Citoyenne:

Mme Cardona informe le Conseil Municipal qu'une rencontre a eu lieu le 2 juin avec la Gendarmerie Nationale. La commune souhaite mettre en place le dispositif Participation Citoyenne (anciennement appelé voisins vigilants). Ce dispositif est proposé par la gendarmerie aux communes afin de lutter contre les cambriolages en rendant les habitants acteurs de leur sécurité. Il est basé sur un partenariat entre la Mairie, la Gendarmerie et les référents issus de la population.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la mise en place de ce dispositif sur notre commune et autorise Mme le Maire à adhérer à ce système.

Une réunion d'information publique sera organisée le 21 septembre 2021.

D'autre part Mme Cardona indique que les gendarmeries de Neuville sur Saone, Limonest, et Fontaines sur Saone ont mutualisé leurs compétences afin de répondre plus rapidement aux demandes d'interventions.

Il est proposé une action de sensibilisation avec la gendarmerie et l'école André Marie AMPERE. Il s'agira de sensibiliser les jeunes écoliers aux règles de la sécurité routière ainsi qu'à l'utilisation d'internet.

14/ Carnet d'amende forfaitaire:

Mme le Maire souhaite que la Commune se munisse d'un carnet à souche d'amendes forfaitaires afin de lutter notamment, contre les dépôts sauvages et les stationnements gênants. Une convention doit être signée avec la Préfecture du Rhône.

M. Lombard propose qu'un radar de feux tricolores soit mis en place sur les feux du Centre Bourg.

15/ Instruction des droits du sol:

Mme Le Maire informe le Conseil Municipal que suite à une réorganisation du Pôle ADS de la Métropole de Lyon, elle souhaite changer de service instructeur pour les autorisations des droits du sol. Pour rappel, ce pôle instructeur gère, pour compte de la commune, la partie réglementaire. En effet, elle considère que la nouvelle équipe n'est pas suffisamment à l'écoute des spécificités des territoires, de plus les instructions sont facturées à la commune et cela représente un coût non négligeable.

Depuis 2013, certaines petites communes dont Curis au Mont d'Or, Fleurieu sur Saône, St Didier au Mont d'Or, Saint Cyr au Mont d'Or, ont décidé de mutualiser leurs compétences et ont constitué un Pôle instructeur situé en mairie de Saint Cyr au Mont d'Or.

Le coût d'instruction est inférieur à celui demandé par la Métropole et l'équipe d'instructeurs a un regard plus proche du notre et très à l'écoute des paysages et des avis des élus

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, vote la résiliation de la convention avec le Pôle ADS de la Métropole de Lyon au profit du Pôle instructeur de Saint Cyr au Mont d'Or.

16/ Frais élus:

Dans le cadre de leurs mandats locaux, les membres du Conseil Municipal peuvent être appelés à effectuer des déplacements pour participer à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent la Commune ; engagés des frais aux fins de pouvoir assister aux réunions du Conseil Municipal et qui peuvent, à ce titre, ouvrir droit au remboursement des frais exposés pour leur accomplissement.

Il convient de définir les modalités et conditions de prise en charge des dépenses engagées par les intéressés dans l'exécution des missions ci-dessus.

Les dispositions suivantes sont proposées:

Les conseillers municipaux, qui ne perçoivent pas d'indemnités de fonction, pourront bénéficier d'un remboursement par la Commune, sur présentation d'un état, pour les frais de garde pour les enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, dépenses qu'ils auront engagées en raison de leur participation aux réunions suivantes :

- Séances plénières du conseil municipal.
- Réunions des commissions dont ils sont membres.
- Réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où ils ont été désignés pour représenter la Commune.

Il est précisé que ces compensations ne s'appliquent que pour des réunions à caractère municipal, et donc que pour toute autre où l'élu siège au titre, par exemple, de la Métropole de Lyon ou syndicats intercommunaux, elles ne s'appliquent pas.

Ce remboursement ne pourra excéder par heure le montant horaire du Salaire Minimum de Croissance (S.M.I.C.).

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, Le Conseil Municipal :

SE PRONONCE FAVORABLEMENT sur les modalités et conditions de prise en charge des dépenses engagées par les élus dans l'exécution de leurs missions, telles que détaillées ci-dessus.

DECIDE que la présente délibération est applicable pour tous les frais engagés à compter du 1er janvier 2021.

Ces frais seront remboursés ensuite à la Commune par l'Agence de Services de Paiement.

17/ Informations diverses:

M. Vial informe le Conseil Municipal que l'assemblée Générale de l'association Poleymieux Mémoire et Patrimoine s'est tenue le samedi 6 Juin. Cette année, l'association s'associera aux Journées Européennes du Patrimoine qui aura sur le thème : « jeunesse et patrimoine ».

Mme Zimboulas, représentante auprès de la Mission Locale, distribue au Conseil Municipal le nouveau Flyer de la Mission Locale à destination des jeunes.

Mme Riou indique que la Commission Municipale pour les aînés a lancé un projet d'atelier numérique. 21 personnes se sont inscrites, l'atelier débutera le 13 septembre.

Elle informe également le Conseil Municipal que la Semaine Bleue (semaine nationale des retraités et des personnes âgées) se déroulera le 4 Octobre avec des Conférences et des sorties thématiques.

D'autre part, afin d'être au plus proches des Poleymoriots, Mme Riou annonce le lancement d'une nouvelle Commission Municipale des Affaires Sociales.